

Convention collective
IDCC : 9461. – EXPLOITATIONS AGRICOLES
(Lot)
(6 mai 1969)
(Etendue par arrêté du 10 octobre 1969,
Journal officiel du 8 février 1970)

AVENANT N° 148 DU 12 JANVIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
NOR : *AGRS1597112M*
IDCC : *9461*

Entre :
La FDSEA du Lot ;
Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles du Lot ;
La FDCUMA du Lot,
D'une part, et
Le SNCEA CFE-CGC du Lot ;
La FGTA FO du Lot ;
Le SGA CFDT du Lot ;
La fédération CFTC du Lot,
D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'annexe III de la convention collective est modifiée comme suit :
« En application des dispositions de l'article 25 de la convention collective et, concernant les cadres, de l'article 5 de son avenant n° 3 du 1^{er} mars 1971, la valeur des 100 premiers points est de 9,61 €, correspondant à la valeur du Smic applicable au 1^{er} janvier 2015.

Il en résulte que les taux horaires applicables à chacun des niveaux et échelons prévus par les articles 24 de la convention et 2 de l'avenant du 1^{er} mars 1971 précité sont les suivants, après arrondissement au centime supérieur.

(Voir tableau page suivante.)

CLASSIFICATION des emplois		HEURES NORMALES (35 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 25 % (de 36 à 43 heures par semaine)	HEURES MAJORÉES + 50 % (de 44 à 48 heures par semaine)	SALAIRE MENSUEL pour 151,67 heures (embauché pour 35 heures par semaine)
Salariés non cadres					
Niveau	Echelon	Coefficient (*)			
I	1	100 et 105	9,61	14,42	1 457,52
	2	110	9,83	12,29 14,75	1 490,92
II	1	120	10,05	12,56	1 524,28
	2	130	10,28	12,85 15,42	1 559,17
III	1	140	10,50	13,13	1 592,54
	2	150	10,73	13,41 16,10	1 627,42
IV	1	160	10,95	13,69	1 660,79
	2	180	11,40	14,25 17,10	1 729,04
Salariés cadres					
Coefficient hiérarchique					
	200		11,84	14,80	1 795,77
	220		12,29	15,36	1 864,02
	280		13,64	17,05	2 068,78
	320		14,53	18,16	2 203,77
	380		15,88	19,85	2 408,52

(*) Ancienne classification - coefficients hiérarchiques.

Article 2

Les parties contractantes demandent l'extension du présent avenant, dont les dispositions prendront effet à compter du premier jour du mois civil suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Fait à Cahors, le 12 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)